

LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER DANS LES COM DU PACIFIQUE

Trois catégories d'établissements de crédit¹ sont implantées dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique : les banques affiliées à la Fédération des banques françaises (FBF), les sociétés financières et les institutions financières spécialisées.



¹ La liste nominative et les caractéristiques des établissements de crédit installés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique sont présentées en annexe.

CHAPITRE 4

66 L'organisation bancaire

68 L'activité bancaire



L'ORGANISATION BANCAIRE

Seize établissements de crédit sont installés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique, dont neuf en Nouvelle-Calédonie, six en Polynésie française et un seul à Wallis-et-Futuna. Par ailleurs, les Offices des Postes et des Télécommunications (OPT) exercent une activité de services financiers en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Le secteur bancaire demeure assez concentré. On compte ainsi trois banques en Polynésie française, quatre en Nouvelle-Calédonie et une à Wallis-et-Futuna. Les sociétés financières sont également relativement peu nombreuses (trois à Papeete et cinq à Nouméa) et sont toutes filiales des banques locales (ou appartiennent au même groupe que ces dernières), à deux exception près¹.

Au cours de l'année 2010, l'organisation bancaire des collectivités d'outre-mer du Pacifique a connu les évolutions suivantes :

- La Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) et la Caisse d'épargne et de prévoyance de Nouvelle-Calédonie (CEP-NC) ont fusionné en mai 2010 sous l'unique enseigne BNC. Cette opération complète la réorganisation des filiales du groupe BPCE (Financière Océor) en Nouvelle-Calédonie, après la mise en commun de leurs back office au sein du GIE Alyzéor en 2005, suivie de leur regroupement sous une même direction générale et l'harmonisation des statuts du personnel en 2008.
- Les sociétés financières Océor Lease Nouméa et Océor Lease Tahiti ont fait l'objet d'un changement d'actionariat en décembre 2010, elles sont désormais détenues à 100 % par Natixis Lease, établissement en charge de l'activité de crédit-bail pour l'ensemble du groupe BPCE.



Polynésie française • Corail *Stylaster* • Photo Sylvain Petek • © IRD



Polynésie française • Nudibranche • Photo Sylvain Petek • © IRD

¹ GE Financement Pacifique et la Caisse de Crédit Agricole Mutuel (CAM).

Outre le réseau bancaire local, certains établissements de crédit ou institutions financières situés hors de la zone d'émission interviennent régulièrement dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Les principaux d'entre eux sont l'Agence française de développement (AFD), Dexia (anciennement CLF - Crédit local de France), la Société de gestion des fonds de garantie d'outre-mer (SOGEFOM, anciennement SOFOTOM), la Caisse d'aide sociale de l'Education nationale (CASDEN), Natixis, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Sur l'année 2010, la couverture bancaire dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique est caractérisée par la croissance du nombre de guichets (+ 2 %, soit désormais 151 guichets dont 77 en Polynésie française, 72 en Nouvelle-Calédonie et 2 à Wallis-et-Futuna) et des DAB/GAB (+ 4 %, soit 365 au total dont 202 en Nouvelle-Calédonie, 162 en Polynésie française et 1 à Wallis-et-Futuna).

Ces évolutions s'accompagnent d'une augmentation toujours soutenue du nombre de cartes bancaires en circulation en Nouvelle-Calédonie, avec plus de 194 000 cartes bancaires fin 2010 (+ 8,8 %), alors qu'en Polynésie française leur nombre est en recul pour la troisième année consécutive, avec 188 000 cartes en circulation (- 1,3 %).

Le nombre de comptes bancaires ouverts s'est accru de 2,8 % en Polynésie française (soit 381 705 comptes) et de 3,9 % pour la Nouvelle-Calédonie (soit 442 313 comptes).

Au 31 décembre 2010, le taux de bancarisation² atteint 0,74 en Nouvelle-Calédonie et 0,80 en Polynésie française, soit des niveaux de bancarisation inférieurs à ceux enregistrés en métropole (1,18 en 2009) mais proches de ceux des DOM (0,80 en 2009).



Wallis-et-Futuna • *Pterois antenneta* • Photo M. Juncker STE

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DE GUICHETS DANS LES COM

	2007	2008	2009	2010
Etablissements de crédit locaux	17	17	17	16
Banques	9	9	9	8
Sociétés financières	8	8	8	8
Guichets bancaires ¹	147	149	148	151
Guichets automatiques	295	318	351	365

¹ Y compris guichets périodiques
Source IEOM

² Nombre de comptes à vue par habitant.

L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Les banques polynésiennes enregistrent une hausse du produit net bancaire (PNB), une légère amélioration du coût du risque et affichent ainsi une croissance de leurs résultats nets. Les banques calédoniennes enregistrent une nouvelle progression de leur activité et de leurs résultats.

Au 31 décembre 2010, le bilan total agrégé de l'ensemble des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'établit à 1 319 milliards de F CFP et affiche une hausse de 5 % par rapport au 31 décembre 2009 (3,5 % en 2009). La croissance est toutefois plus élevée en Nouvelle-Calédonie (+ 6,4 %) qu'en Polynésie française (+ 3,6 %).

Première composante du bilan agrégé, les opérations avec la clientèle représentent 77 % de l'actif et 67 % du passif à fin 2010, progressant de respectivement 6,5 % et 6,4 % sur un an. Le solde de ces opérations se traduit structurellement par un déficit de ressources de 136 milliards de F CFP en 2010 qui se détériore de plus 9 milliards de F CFP par rapport à la fin de l'année 2009. Les banques calédoniennes contribuent toujours majoritairement à ce déficit avec toutefois une amélioration de 4 milliards de F CFP alors que la situation des banques polynésiennes se dégrade de près de 13 milliards de F CFP sur l'année 2010.

Les fonds propres, nets des valeurs immobilisées, se sont renforcés de plus de 2,8 milliards de F CFP pour s'établir à 97 milliards de F CFP.

Le bilan agrégé des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique présente globalement un besoin de financement de 43 milliards de F CFP au 31 décembre 2010, en hausse de 5 % sur un an. Cette évolution résulte de situations opposées entre les deux principales géographies. Bénéficiant d'une collecte de dépôts plus vigoureuse que la croissance des encours de crédit, le besoin de trésorerie des banques calédoniennes s'élève à 30 milliards de F CFP à fin 2010, en amélioration pour la deuxième année consécutive (- 9,5 milliards de F CFP en 2010 après - 11 milliards de F CFP en 2009). Les banques polynésiennes enregistrent un besoin de financement en forte progression (+ 11 milliards de F CFP pour s'établir à 16 milliards de F CFP) et confirme l'inversion de tendance observée depuis 2009. Ce besoin de trésorerie est lié à une faible collecte de dépôts (+ 0,2 %) concomitante à une progression des encours de crédit (+ 3 %).

Le produit net bancaire (PNB) des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'élève à 53 milliards de F CFP au terme de l'exercice 2010, son rythme de croissance s'est redressé pour la deuxième année consécutive (+ 4,3 % en 2010 après +2,5 % en 2009). Principales contributions au PNB, les opérations avec la clientèle enregistrent une progression de 9 % sur l'exercice.

Cette évolution masque toutefois des situations contrastées selon les géographies. Les banques calédoniennes affichent un PNB en progression de 7 % (contre + 8 % en 2009) sous l'effet d'une forte croissance des intérêts nets sur les opérations avec la clientèle (+ 7 %) et des commissions nettes (+ 6 %) alors que la contribution des opérations inter-bancaires demeure négative. Les banques polynésiennes voient leur PNB progresser de près de 2 % après le recul de 3 % enregistré sur l'exercice 2009. Cette hausse résulte principalement d'une progression de 5,5 % des intérêts nets sur les opérations avec la clientèle, les banques ayant bénéficié en année pleine d'un effet taux favorablement orienté. En revanche, le poids des intérêts nets sur les opérations inter-bancaires s'accroît une nouvelle fois et pèse de plus en plus négativement sur le PNB des banques polynésiennes (-2,7 milliards de F CFP contre 2,1 milliards de F CFP en 2009). Dans le même temps, les commissions nettes sont en recul de 2,3 % sur l'année 2010.

Sur les deux géographies, les marges sur les opérations avec la clientèle sont en nette progression sous l'effet d'une baisse sensible du coût de la collecte de dépôts alors que le rendement moyen des crédits diminue plus modérément.

Le coefficient net d'exploitation¹ s'établit globalement à 54 %, en baisse de 2,6 points par rapport à 2009. En Nouvelle-Calédonie, cet indicateur est en baisse pour la deuxième année consécutive (- 4 points²) et s'élève à 50,8 %. Le coefficient net d'exploitation des banques polynésiennes recule de près d'un point pour atteindre 57,4 % en 2010.

Le résultat brut d'exploitation (RBE) s'améliore de 10,5 % sur l'exercice 2010, en raison d'une baisse des frais généraux (- 2 %) et d'une baisse des dotations aux amortissements (- 9 %).

Le coût du risque des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'élève à 6,5 milliards de F CFP à fin 2010, en baisse de 1,6 % par rapport à 2009. Les banques polynésiennes contribuent à hauteur de 87 % à ce montant (soit 5,7 milliards de F CFP) ce qui illustre la forte sinistralité de leurs portefeuilles de crédit. Le coût du risque des banques

L'activité bancaire en 2010 a été retracée à partir des données agrégées relatives aux huit banques de l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique affiliées à la Fédération bancaire française (FBF), donc à l'exclusion des sociétés financières.

¹ Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

² Cette baisse est liée à la fusion entre deux établissements de crédit de la place.

polynésiennes est toutefois en légère baisse en 2010 (-1 %), conséquence d'un taux de provisionnement en nette baisse (48 %) alors que le taux de créances douteuses continue de progresser (11 %). A l'inverse, le coût du risque des banques calédoniennes se maintient à un niveau bas (4,5 % de leur RBE).

Le résultat net s'établit à 10,5 milliards de F CFP, en hausse de 29 %, la plus forte contribution revenant aux banques

calédoniennes (74 %). Après une baisse de 57 % en 2009, les banques polynésiennes ont doublé leurs résultats nets en 2010, conséquence d'une croissance du PNB et d'un allègement du coût du risque. La croissance du résultat net des banques calédoniennes s'est accélérée au cours de l'année 2010 (+16 %) en raison de la progression du PNB, d'une diminution des frais généraux et de la stabilité du coût du risque.

BILAN AGRÉGÉ DES BANQUES FBF EN MILLIONS DE F CFP

	2006	2007	2008	2009R	2010P	VARIATIONS ANNUELLES EN %
Actif						
Opérations de trésorerie	202 894	220 544	239 887	249 649	252 844	1,3
Opérations avec la clientèle	772 262	848 287	927 784	962 074	1 024 650	6,5
Opérations diverses	35 911	29 533	28 974	28 389	25 811	-9,1
Valeurs immobilisées	15 729	15 922	16 211	15 134	15 211	0,5
Total actif	1 026 796	1 114 286	1 212 856	1 255 246	1 318 516	5,0
Passif						
Opérations de trésorerie	232 253	242 272	286 060	290 788	296 054	1,8
Opérations avec la clientèle	678 128	744 425	799 023	835 561	889 075	6,4
Opérations diverses	22 162	23 132	19 269	19 314	20 916	8,3
Capitaux propres	94 253	104 457	108 504	109 583	112 471	2,6
Total passif	1 026 796	1 114 286	1 212 856	1 255 246	1 318 516	5,0

RÉSULTAT AGRÉGÉ DES BANQUES FBF EN MILLIONS DE F CFP

	2006	2007	2008	2009R	2010P	VARIATIONS ANNUELLES EN %
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-2 541	-2 475	-3 157	-5 759	-6 278	9,0
(+) Opérations avec la clientèle	38 208	39 588	40 846	45 034	47 427	5,3
(+) Opérations sur titres	24	172	86	-249	-371	49,0
(+) Autres opérations	10 653	11 553	11 787	11 796	12 226	3,6
(=) Produit net bancaire	46 344	48 838	49 562	50 822	53 004	4,3
(-) Frais généraux	25 354	26 331	27 415	28 079	27 424	-2,4
dont frais de personnel	16 261	16 788	17 374	18 038	18 386	1,9
dont services extérieurs	8 299	8 740	9 235	9 294	8 294	-10,8
(-) Dotations aux amortissements	2 260	2 285	2 227	2 115	1 926	-8,9
(-) Divers	-1 440	-1 429	-1 508	-1 435	-712	-50,4
(=) Résultat brut d'exploitation	20 170	21 650	21 428	22 053	24 366	10,5
(-) Coût du risque	2 174	2 152	2 726	6 617	6 510	-1,6
Résultat d'exploitation	17 996	19 498	18 702	15 346	17 856	15,7
Résultat courant avant impôt	17 701	19 839	18 402	15 371	17 811	15,9
Résultat net	11 379	11 566	10 678	8 084	10 455	29,3

(R) Révisé

(P) Provisoire